

LE CNDH DANS LA PRESSE NATIONALE ET INTERNATIONALE

المجلس الوطني لحقوق الإنسان في
الصحافة الوطنية و الدولية

04/02/2013



Procès des 24 accusés poursuivis dans le cadre des événements du camp Gdeim Izik

Les conditions du procès équitable réunies

Quand la douleur des familles des victimes refait surface

169563

Le procès d'un groupe de 24 accusés poursuivis dans le cadre des événements liés au démantèlement du camp Gdeim Izik, ouvert vendredi matin devant le tribunal militaire à Rabat, a été reporté au 08 février courant.

Ce report a été décidé à la demande des avocats de la défense pour préparer leurs dossiers et convoquer des témoins.

L'ajournement a été également motivé par la requête de prévenus pour que leurs avocats, absents lors de l'audience, soient présents au procès.

Ces personnes sont poursuivies pour «constitution de bandes criminelles, violences sur les forces de l'ordre ayant entraîné la mort avec préméditation et mutilation de cadavres».

L'ouverture du procès a été marquée par une présence massive des familles des victimes de ces événements, ayant coûté la vie à 11 éléments des forces de sécurité, outre des dizaines de blessés, dont des femmes, des enfants et des vieillards, qui se sont donné rendez-vous devant le siège du tribunal militaire à Rabat pour exprimer leur peine, brandissant les photos des leurs gisant à même le sol après avoir été sauvagement assassinés, et des banderoles réclamant que justice leur soit rendue.

Les conditions du procès équitable ont été réunies lors de cette première audience qui s'est déroulée en présence des familles des victimes et des accusés, ainsi que des représentants d'associations des droits de l'Homme, des ONG et de 52 observateurs internationaux et 25 nationaux.

Lors de cette première audience, la défense a présenté une série de requêtes portant sur la convocation de témoins à décharge, la garantie d'un procès public, la convocation des auteurs des procès-verbaux, la présentation des objets saisis (armes, enregistrements, etc.). Le président du tribunal a décidé de répondre positivement à certaines de ces requêtes, dont la convocation de certains témoins.

Outre les victimes au sein des forces de l'ordre, les événements de Gdeim Izik (novembre 2010) avaient causé d'importants dégâts matériels aux édifices publics et aux propriétés et biens privés.

Le parlement avait constitué une commission d'enquête alors que plusieurs ONG marocaines et internationales des droits de l'Homme s'étaient rendues sur les lieux pour mener leurs investigations.

La douleur des familles des victimes

Visages défaits, mines abattues, regards perdus dans l'immensité de la grande salle d'audience du tribunal militaire à Rabat. Telle était l'image qu'offraient les familles des victimes des événements de Gdeim Izik à l'ouverture du procès.

La douleur des familles des 11 victimes mortelles, toutes des membres des forces de l'ordre et de la Protection Civile, a été ravivée par un comportement indigne des accusés à leur arrivée à l'audience, en donnant libre court à leur joie sans aucun respect pour les familles endolories de leurs victimes.

Assis dans un coin de la grande salle du tribunal, mères, pères, enfants et fils des victimes, tout en gardant une posture digne, réclament que justice soit faite dans cette affaire et que les assassins soient sévèrement châtiés, pour que leurs proches puissent enfin reposer en paix et leurs cœurs soient apaisés.

La voix nouée par la souffrance, la maman de Badr Dine Tourahi, 22 ans au moment de son assassinat, raconte les larmes aux yeux qu'un séparatiste a planté un couteau dans le dos de son fils.

Le père d'Abdelmounaim Nchioui, membre des forces auxiliaires assassiné, veut que le verdict soit rendu le plus vite possible pour qu'il puisse enfin faire le deuil de son enfant parti dans la fleur de l'âge et atténuer sa propre souffrance.

La maman d'Ait Alla, un autre membre des forces de l'ordre tué par des séparatistes, laisse tomber cette phrase terrible : Ce qui sera rendu ici, c'est seulement la justice des hommes, moi, j'ai confiance surtout en la justice de Dieu pour que le meurtrier de mon fils soit puni.

Avec une profonde indignation, mêlée à beaucoup d'amertume, l'épouse d'un soldat tué à Laâyoune a dénoncé l'attitude dédaigneuse de certains accusés à l'égard des familles de leurs victimes, lorsqu'ils ont

laissé éclater leur joie au moment où la présidence du tribunal levait l'audience pour délibérations.

J'ai senti un profond mépris pour ma douleur et pour toutes les victimes assassinées en liaison avec le démantèlement du campement de Gdeim Izik, a renchérit la proche d'un autre membre des forces de l'ordre tué.

Elle a fait remarquer que les accusés allèguent de mauvais traitements dans la prison, mais regardez-les comment ils se rient de notre douleur et de nos morts, déplore-t-elle amèrement.

Les accusés, eux, jouissent de la vie dans la prison, nous les familles des victimes, nous éprouvons la mort dans une autre prison faite de douleur et d'affliction, lance-t-elle avant de tourner les talons pour aller cacher ses larmes de ses mains.

Des avocats au fait du dossier ont affirmé que contrairement à ces allégations, les conditions d'incarcération des accusés sont décentes, conformément aux lois et règlements en vigueur au Maroc.

Une avocate d'Estrémadure (Espagne), venue entant qu'observatrice du procès, a affirmé que le traitement à l'égard des accusés est au-delà de toute attente.

D'autres avocats ont souligné que les 23 prévenus sont incarcérés dans des ailes éloignées des autres prisonniers, conformément à leur demande.

De même, ils bénéficient de consultations médicales régulières auprès des médecins des établissements pénitenciers ou, en cas de besoin, dans des hôpitaux publics.

On précise de mêmes sources que depuis leur arrestation le 12 novembre 2010, les accusés ont bénéficié de consultations médicales régulières y compris dans des hôpitaux publics et reçus des milliers de visites familiales et de la part notamment de membres du Conseil national des droits de l'Homme et d'acteurs associatifs.

La Coordination des familles et amis des victimes appelle au châtiement des auteurs des actes criminels

Par ailleurs, la Coordination des familles et amis des victimes des événements de Gdeim Izik (COFAV) a souligné vendredi à Rabat la nécessité de rendre justice aux victimes de ces événements en châtiement les auteurs des actes criminels.

Les membres de la COFAV ont ainsi réclamé, lors d'une conférence de presse tenue au siège de l'Organisation marocaine des droits humains, que «justice soit faite aux victimes conformément aux lois et aux conditions du procès équitable».

«La condamnation des auteurs des actes criminels constitue l'ultime moyen susceptible d'atténuer la souffrance» des familles et amis des victimes de ces événements suite au retard qui a marqué l'instruction et la procédure judiciaire dans cette affaire, ont-ils souligné lors cette conférence de presse qui s'est déroulée en présence de plusieurs militants des droits de l'Homme et journalistes marocains et étrangers.

La COFAV a également appelé les ONG internationales, les associations oeuvrant dans le domaine des droits de l'Homme et les instances onusiennes concernées «à agir pour assurer un procès équitable dans l'objectif de rendre justice à nos proches assassinés lors du démantèlement pacifique du camp Gdeim Izik».

La COFAV a aussi regretté «le retard qui a marqué l'instruction et la procédure judiciaire dans cette affaire, lequel retard a jeté un voile sur la barbarie qui a marqué les faits et les atrocités qui ont accompagné le martyre de nos enfants qui assureraient seulement leur devoir, l'assassinat, la mutilation des corps, et ceci a été filmé et diffusé par les médias, ce qui a ajouté à la tragédie de la perte de nos enfants une souffrance supplémentaire sur les conditions dans lesquelles ces décès ont eu lieu».

Dans ce cadre, Ahmed Atartor, membre de la coordination, a exprimé ses remerciements à l'OMDHF qui a abrité cette conférence de presse dans le but de sensibiliser «aux souffrances des familles des victimes lâchement et sauvagement assassinées, et dont les corps ont été mutilés».

Et d'ajouter que «la présence de la coordination

près du tribunal militaire à Rabat n'avait pas pour objectif de faire une quelconque pression mais plutôt de réclamer un procès équitable pour mettre un terme à nos souffrances».

De son côté, Bouich Massoud, membre du bureau national de l'OMDHF, a appelé les membres de la COFAV à conjuguer leurs efforts pour défendre les «martyrs du devoir national», soulignant que l'organisation a mandaté trois avocats pour observer le déroulement du procès.

Le Leadership Council for Human Rights salue l'engagement manifeste du Maroc en faveur de l'Etat de droit

«Au niveau international, le Leadership Council for Human Rights (LCHR), l'une des principales organisations des droits de l'Homme aux Etats-Unis, qui suit de près le procès d'un groupe de 24 accusés poursuivis dans le cadre des événements de Gdeim Izik, a salué «l'engagement manifeste des autorités marocaines en faveur de l'Etat de droit».

La Présidente du LCHR, par ailleurs, fondatrice du Caucus des droits de l'homme au Congrès des Etats Unis, Kathryn Porter Cameron, s'est félicitée, samedi dans un communiqué, du report de ce procès à la demande des avocats de la défense afin qu'ils puissent préparer leurs dossiers et convoquer des témoins.

«Cette décision démontre, une fois de plus, l'engagement des autorités marocaines à respecter la primauté de la loi et à préserver la dignité et la liberté des citoyens de s'exprimer, conformément et dans l'esprit des réformes démocratiques entreprises, ces dernières années, sous le leadership du Roi Mohammed VI», lit-on dans ce communiqué.

Le Leadership Council for Human Rights lance, en outre, un appel aux organisations des droits humains pour «faire montre d'objectivité et de sympathie à l'égard des familles des membres des forces de sécurité non armés qui ont été abattus de sang-froid».

Le communiqué rappelle, dans ce contexte, qu'en novembre 2010, dans un esprit d'ouverture et de transparence, les autorités marocaines avaient permis à un groupe de Sahraouis de mettre en place un camp dans la banlieue de Laâyoune pour réclamer de meilleurs logements et opportunités d'emploi.

Les autorités locales avaient même approvisionné les camps de protestation en eau, nourriture et garanti la sécurité et la liberté de mouvement des manifestants dans et en dehors des camps, fait-on observer de même source.

«Alors que les autorités marocaines étaient prêtes à trouver un compromis avec les représentants des manifestants, des agents provocateurs du Polisario avaient lancé une opération visant à faire dérailler les pourparlers en cours et créer le chaos afin d'envenimer la situation», s'indigne la Présidente du LCHR.

Et d'ajouter que «ces éléments extrémistes, armés par les séparatistes s'étaient attaqués au personnel affecté au maintien de la paix et de la sécurité dans les camps en lançant des cocktails Molotov, des bouteilles de gaz et usé de couteaux et de sabres pour tuer des gardes de sécurité non armés».

«La sauvagerie extrême de la bande criminelle avait conduit certains d'entre eux à uriner sur les corps des victimes. En plus de 74 blessés, 11 membres des forces de sécurité non armés ont été cruellement tués selon des méthodes des terroristes d'Al-Qaïda», poursuit-elle.

Mme Kathryn Porter Cameron souligne que «toutes ces atrocités sont documentées et peuvent être vues sur YouTube», en faisant observer que «la Chambre des Représentants marocaine avait, dans un souci de justice et d'équité, conduit une mission d'enquête dont les conclusions ont ensuite été validées par des gouvernements étrangers, des médias, la mission de l'ONU à Laâyoune ainsi que l'organisation Human Right Watch».

Cette mission d'enquête, souligne-t-elle, a confirmé «qu'aucun Sahraoui n'avait été maltraité lors du démantèlement du camp de protestation et que par contre, des membres des forces de sécurité non armés avaient été victimes de massacres de la part d'un groupe, rompu aux méthodes d'Al-Qaïda, ayant infiltré le camp».

Marrakech/CNDH

Des films pour sensibiliser la jeune génération

- La commission régionale a organisé une caravane en 6 étapes
- Elle a présenté les œuvres traitant des années de plomb
- Elle s'est arrêtée dans 6 villes: Youssoufia, Safi, Kelaat, Tahanaout, Essaouira et Marrakech

UNE dernière étape très émouvante pour la caravane de film des années de plomb tenue à l'école de cinéma de Marrakech. Organisée par la Commission régionale des droits de l'Homme de Marrakech, dont la compétence territoriale comprend Safi, Al Haouz, Essaouira, Chichaoua, El Kelaa, Youssoufia... La caravane a sillonné six provinces pour

présenter des films relatant les années de plomb en présence de quelques-uns de leurs réalisateurs. C'est Kelaat Sraghna qui a ouvert le bal le 18 janvier dernier. Marrakech était la dernière station avec le film, le 1er février de «Ali, Rabia et les autres...» d'Ahmed Boulane. La projection a été précédée par une lecture de textes extraits des livres écrits par des détenus de Tazmamart (Marzouki, Mohamed Raiss et Aziz Binebine). Des témoignages poignants des années de calvaire des bagnards de Tazmamart alors que d'autres racontent les destins tragiques des prisonniers morts dans les geôles de cette prison atypique dans une indifférence totale. Les textes lus en français et en arabe et mis en scène par Mostafa Boudjafad ont résumé en quelques phrases, les années de plomb au Maroc de 1970. «On ne pouvait clôturer cette caravane sans un retour à l'histoire où les violations flagrantes des

droits humanitaires et les conditions de détention étaient d'une telle horreur», explique Mustapha Laarissa, président de la commission régionale. « Il faut raconter

choc des premières images, les jeunes ont fini rapidement par comprendre pourquoi cette mémoire est tellement importante aux yeux de ceux qui l'ont vécue physiquement ou mentalement. « Ils ont compris que si aujourd'hui on vit une atmosphère libre, c'est parce que d'autres ont payé de leur vie et de leur santé le prix», insiste Larissa. A noter que le CNDH a produit un coffret de 6 films dont le point commun est la «période noire» de l'histoire du Maroc, celle des années de plomb en fait. « Ces films ont été produits entre 2000 et 2004 avec des fictions à travers lesquelles les cinéastes ont été avant-gardistes et ont contribué à la création de cette mémoire collective», insiste Naima Senhaji, coordinatrice du CNDH et qui s'occupe aussi de la préservation de la mémoire et l'archive au sein du conseil. □ 3960/29

Badra BERRISSOULE

Programmation par ville

- «Mémoire en détention» de Jilali Ferhati à Kelat Sraghna
- «Jawhara fille de prison» de Saad Chraïbi à Youssoufia
- «La chambre noire» de Hassan Benjelloun à Tahanaout
- «Taïf Nizar» de Kamal Kamal à Essaouira
- «Chambre noire» à Safi
- «Ali, Rabia et les autres» à Marrakech

La caravane des films de la Commission régionale des droits de l'Homme à sillonné 6 villes de la région présentant dans chaque province un des films relatant les années de plomb

cette mémoire pour qu'elle ne se reproduise plus ». Ce passé-récent est méconnu par les jeunes générations ; d'où l'effort pédagogique de la caravane qui a réussi à attirer un millier de jeunes dans les écoles et les maisons de jeunesse. Au-delà du



Séminaire sur les «droits de l'Homme et entreprises au Maroc»

«Droits de l'Homme et entreprises au Maroc», est le thème d'un séminaire national qui sera organisé ce mardi à Casablanca, à l'initiative du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) et de la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM).

Ce séminaire vise à promouvoir le dialogue et la coopération sur les questions des droits de l'Homme dans l'entreprise, publique ou privée, à travers une approche multipartite qui associe entreprises, syndicats, gouvernement, institutions nationales et société civile, indique samedi un communiqué du CNDH.

Par cette rencontre, organisée avec l'appui de l'association francophone des institutions nationales des droits de l'Homme (AFNCDH), la CGEM et le CNDH entendent promouvoir la réflexion sur les questions intéressantes des entreprises et les droits de l'Homme, en créant progressivement une dynamique vertueuse qui tienne compte des rôles et responsabilités respectifs de toutes les parties prenantes, précise la même source.

Les travaux du séminaire seront articulés autour de thèmes relatifs aux fondements normatifs des droits de l'Homme dans le domaine de l'entreprise,

notamment les principes directeurs des Nations Unies et les engagements internationaux du Maroc, ainsi qu'aux fondements constitutionnels et législatifs permettant la protection des droits de l'Homme dans l'entreprise, à l'effectivité des voies de recours existantes en cas de violation des droits de l'Homme par l'entreprise et à la responsabilité des entreprises et de toutes les parties prenantes en matière de respect et de promotion des droits de l'Homme.

Prendront part à cette rencontre, le président du CNDH, Driss El-Yazami, le ministre de l'Emploi et de la formation professionnelle, Abdelouahed Souhail, le Vice-président général de la CGEM, Salaheddine Kadmiri, aux côtés des responsables des centrales syndicales de l'UMT, de la CDT, de l'UGTM, de la FDT et l'UNTM.

Contribueront également à ce séminaire, selon le communiqué, le délégué interministériel aux droits de l'Homme, Mahjoub El Haiba, le président du Conseil de la concurrence, Abdelali Benamour, le médiateur du Royaume, Abdellaziz Benzakour, et le secrétaire général du ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle.

MAP



Evènements de Gdeim Izik 11594/1-2 Quand la douleur des familles des victimes refait surface

Visages défaits, mines abattues, regards perdus dans l'immensité de la grande salle d'audience du tribunal militaire à Rabat. Telle était l'image qu'offraient les familles des victimes des événements de Gdeim Izik à l'ouverture du procès de 24 personnes poursuivies dans le cadre des événements liés au démantèlement de ce camp par les forces de l'ordre.

La douleur des familles des 11 victimes mortelles, toutes des membres des forces de l'ordre et de la Protection Civile, a été ravivée par un comportement indigne des accusés à leur arrivée à l'audience, en donnant libre court à leur joie sans aucun respect pour les familles endolories de leurs victimes. Assis dans un coin de la

grande salle du tribunal, mères, pères, enfants et fils des victimes, tout en gardant une posture digne, réclament que justice soit faite dans cette affaire et que les assassins soient sévèrement châtiés, pour que leurs proches puissent enfin reposer en paix et leurs cœurs soient apaisés.

La voix nouée par la souffrance, la maman de Badr Dine Tourahi, 22 ans au moment de son assassinat, raconte les larmes aux yeux qu'un séparatiste a planté un couteau dans le dos de son fils.

Le père d'Abdelmounaim Nchioui, membre des forces auxiliaires assassiné, veut que le verdict soit rendu le plus vite possible pour qu'il puisse enfin faire le deuil de son enfant parti dans la

fleur de l'âge et atténuer sa propre souffrance.

La maman d'Aït' Alla, un autre membre des forces de l'ordre tué par des séparatistes, laisse tomber cette phrase terrible : Ce qui sera rendu ici, c'est seulement la justice des hommes, moi, j'ai confiance surtout en la justice de Dieu pour que le meurtrier de mon fils soit puni. Avec une profonde indignation, mêlée à beaucoup d'amertume, l'épouse d'un soldat tué à Laâyoune a dénoncé l'attitude dédaigneuse de certains accusés à l'égard des familles de leurs victimes, lorsqu'ils ont laissé éclater leur joie au moment où la présidence du tribunal levait l'audience pour délibérations.

(Suite en P.2)



Evènements de Gdeim Izik Quand la douleur des familles des victimes refait surface

(Suite de la page 1)

J'ai senti un profond mépris pour ma douleur et pour toutes les victimes assassinées en liaison avec le démantèlement du campement de Gdeim Izik, a renchérit la proche d'un autre membre des forces de l'ordre tué.

Elle a fait remarquer que les accusés allèguent de mauvais traitements dans la prison, mais regardez-les comment ils se rient de notre douleur et de nos morts, déplore-t-elle amèrement.

Les accusés, eux, jouissent de la vie dans la prison, nous les familles des victimes, nous éprouvons la mort dans une autre prison faite de douleur et d'affliction, lance-t-elle avant de tourner les talons pour aller cacher ses larmes de ses mains.

Des avocats au fait du dossier ont affirmé que contrairement à ces allégations, les conditions d'incarcération des accusés sont décentes, conformément aux lois et règlements en vigueur au Maroc.

Une avocate d'Estrémadure (Espagne),

venue tant qu'observatrice du procès, a affirmé que le traitement à l'égard des accusés est au-delà de toute attente.

D'autres avocats ont souligné que les 23 prévenus sont incarcérés dans des ailes éloignées des autres prisonniers, conformément à leur demande.

De même, ils bénéficient de consultations médicales régulières auprès des médecins des établissements pénitentiers ou, en cas de besoin, dans des hôpitaux publics.

On précise de mêmes sources que depuis leur arrestation le 12 novembre 2010, les accusés ont bénéficié de consultations médicales régulières y compris dans des hôpitaux publics et reçus des milliers de visites familiales et de la part notamment de membres du Conseil national des droits de l'Homme et d'acteurs associatifs.

Au terme de l'audience de lundi, le tribunal militaire a décidé d'ajourner le procès au 8 février courant, à la demande de la défense pour convoquer des témoins.



Les entreprises s'initient aux droits de l'Homme. «Droits de l'Homme et entreprises

au Maroc», est le thème d'un séminaire national qui sera organisé demain mardi à Casablanca, à l'initiative du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) et de la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM). Ce séminaire vise à promouvoir le dialogue et la coopération sur les questions des droits de l'Homme dans l'entreprise. 2859/13



شعارات انفصالية ومطالب بشهادة الشراوي في محاكمة "أكديم إيزيك"

هسبريس - محمد بن الطيب (عدسة: منير المحمدات)

السبت 02 فبراير 2013 - 10:30



من بين المحاكمات العسكرية القليلة في المغرب التي يمكن للصحافيين حضورها ومتابعة أطوارها، محاكمة أمس الجمعة بالمحكمة العسكرية الدائمة للقوات المسلحة الملكية بالرباط. هسبريس حضرت الجلسة الأولى من محاكمة المتهمين المتابعين في إطار الأحداث المرتبطة بتفكيك مخيم أكديم إيزيك، والتي استغرقت مدتها خمس ساعات انتهت بالتأجيل لتروي تفاصيل ما حدث في محاكمة ليست عادية.

شعارات انفصالية داخل المحكمة

ما إن نطق القاضي الزحاف الذي ترأس جلسة محاكمة المتهمين المتابعين في إطار الأحداث المرتبطة بتفكيك مخيم أكديم إيزيك إلى الثامن من شهر فبراير القادم، خلال الجلسة التي أجتازتها المحكمة العسكرية بالرباط اليوم الجمعة، حتى تعالت حناجر 22 من المعتقلين من أصل 24 متبها، مرفوقين بأهاليهم الذين حضروا معهم المحاكمة، بشعارات انفصالية تطالب باستقلال "الصحراء"، عن المغرب وشعارات ضد الوحدة الترابية للمملكة المغربية مت قبيل "لا مجال لا مجال لأحكام الاحتلال".

استنفار أمني وحضور كثيف لعناصر الدرك داخل المحكمة

دقائق فقط بعد نهاية الجلسة التي تم تأجيل أطوارها ليشهد محيط المحكمة وسط العاصمة الرباط حالة من الاستنفار القصوى، وذلك إثر خروج المعتقلين من المحكمة نحو مكان الاعتقال، حيث احتشدت العشرات من سيارات الشرطة والأمن والدرك مرفوقين بقوات التدخل السريع والكلاب الأمنية في مداخل الشوارع المؤدية للمحكمة.

من جهة ثانية شهد وسط قاعة المحكمة وعلى غير عادة المحاكمات تواجدا كثيفا لقوات الدرك والتدخل السريع، الأمر الذي جعل من الحركة داخل القاعة وفي أطراف المحكمة شبه مستحيلة، هذا التواجد لم يرق لهيئة الدفاع التي طالبت رئيس الجلسة بإخلاء القاعة من هذا التواجد قبل أن يذكر بأن الضوابط المعمول بها تؤكد على ضرورة حضور هذه العناصر لإلقاء التحية في بداية المحاكمات العسكرية.

حقوقيون يؤكدون على وجود مؤشرات إيجابية للمحاكمة العادلة

جرت المحاكمة التي جرت على خلفية أحداث وقعت منذ نونبر 2010 بمدينة العيون تحت مراقبة العديد من جمعيات حقوق الإنسان والمنظمات غير الحكومية والمنظمات المستقلة الوطنية والدولية، فقد حضر من الأجانب كما صرحت بذلك رئاسة الجلسة حوالي 52 شخصا، فيما مثل الهيئات المغربية قرابة 25، وحضور 15 شخصا من أهالي المتهمين، والعشرات من المواطنين والصحفيين.

وفي هذا السياق سجلت جميلة سيوري عن المجلس الوطني لحقوق الإنسان، في تصريح لهسبريس على هامش الجلسة التي دامت لقرابة الخمس ساعات، أن مؤشرات المحاكمة إيجابية، مؤكدة أنه تم توفير جميع الضمانات التي من شأنها توفير المحاكمة العادلة لهؤلاء المعتقلين مذكرة بتوفير الترجمة، وحضور المراقبين الدوليين والسماح بحضور الصحفيين كل هذه المؤشرات تمنى أن تتجه من خلالها المحاكمة إلى منحى يضمن حقوق هؤلاء.

من جانبه قال عبد الإله بن عبد السلام نائب رئيس الجمعية المغربية لحقوق الإنسان إن المؤشرات على العموم ورغم أنها لم تكن كلها جيدة إلا أن جزء منها إيجابي مؤخذا على المحكمة عدم قبولها لطلبات الدفاع بحضور جميع محرري المحاضر وبعض الشخصيات منها الوزير السابق للداخلية الطيب الشراوي، وثلاث ولايات في الجهة.



المحكمة ترفض التأجيل وترفض حضور وزير الداخلية السابق

رفض القاضي الزحاف طلب الدفاع بتأجيل القضية لمدة لا تقل عن 15 يوما بحجة البعد عن مدينة الرباط، إلا أن النيابة اعتبرت أن المسافة لا يمكن أن تكون مبررا لتأجيل قضية طالب المتهمون فيها خلال جميع لقاءاتنا مع بتأجيلها يقول ممثل الحق العام.

هذا ورفض القاضي كذلك حضور وزير الداخلية السابق الطيب الشرقاوي وثلاث ولاة من الجهة، إضافة إلى النائبة البرلمانية عن حزب التقدم والاشتراكية كجمولة بنت أبي، للإدلاء بشهادتهم في الأحداث وخصوصا أنهم كانوا جزء من الحوار الذي أجرته السلطات مع المحتجين الذين نصبوا خيامهم يوم 10 أكتوبر 2010 قرب المدينة، في المنطقة التي تسمى إكديم إيزيك، وتبعد عن مدينة العيون بحوالي 25 كلمتر، حيث تجمعوا بهدف الدفاع عن مطالبهم الاجتماعية المشروعة، المتعلقة أساسا بالسكن والتشغيل.

عائلات الضحايا يطالبون بالتقصص

مع انطلاق المحاكمة شهد محيط المحكمة العسكرية حضورا مكثفا لعائلات ضحايا هذه الأحداث، التي أودت بحياة 11 شخصا من قوات الأمن وخلفت عشرات الجرحى.

ودعت تنسيقية عائلات وأصدقاء ضحايا أحداث إكديم-إيزيك في بيان لهم وزعوه عقب المحاكمة إلى "إحقاق العدالة لضحايا" تلك الأحداث، وجاء في بلاغ للتنسيقية، مطالبين ب"إحقاق العدالة للضحايا القتلى طبقا للقوانين وشروط المحاكمة العادلة كما هي مكرسة في القانون".

اعتبر أعضاء التنسيقية أن "ضرورة إقرار العدالة وإن كانت لن تحد من معاناة آباء وأبناء وأصدقاء الضحايا فإنها ستمكن من فهم ما جرى وبالأخص إنصاف الضحايا من خلال معاقبة الجناة".

هؤلاء فارقوا الحياة في الأحداث

خلفت هذه الاعتداءات 11 قتيلا من بين صفوف قوات الأمن، من ضمنهم عنصر في الوقاية المدنية. وهم عبد المجيد اطرطور - عبد المنعم النشوي - بدر الدين الطراحي - محمد علي بوعلام - بن الطالب الختيل - ياسين بوقرطاسة - نور الدين ادرهم - وليد ايت علا - محمد نجيج - عالي الزعري - أنس الهواري، كما شهدت الأحداث سقوط 70 جريحا من بين تلك القوات، عدد كبير منهم إصاباتهم بليغة.

قائمة المتهمين في الأحداث

أصفاري النعمة - بانكا الشيخ - محمد بوريال - التاقي المشطوفي - محمد باني - سيدي عبد الجليل العروصي - عبد الله لخفاوني - محمد البشير بوتنكيزة - أبيهاى سيدي عبد الله - محمد أمين هدي - زاو سيدي عبد الرحمان - الحسن الزاوي - عبد الله التوبالي - الديدش الضافي - خدا البشير - الحسن الداہ - محمد التهليل - أحمد السباعي - مجيد سيدي أحمد - لفقير محمد مبارك - ابراهيم الإسماعيلي - محمد خونا بوييت، وحسن عليا (الذي يوجد في حالة فرار)، ويتابع هؤلاء بتهم تتعلق ب"تكوين عصابات إجرامية، واستعمال العنف ضد قوات الأمن مما أدى إلى القتل العمد والتمثيل بالجثث"

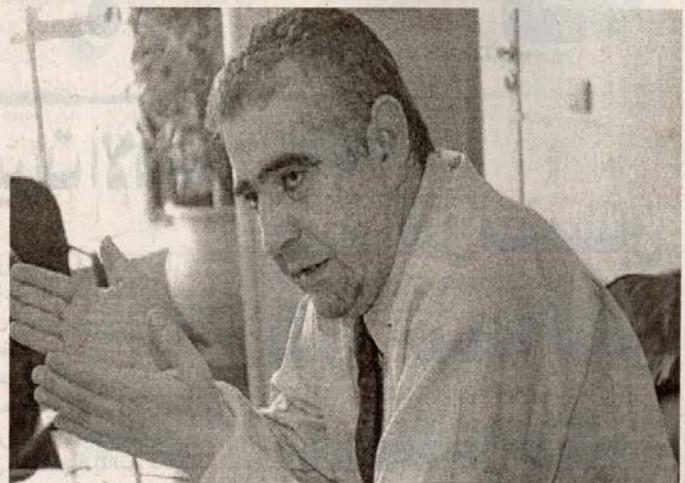


المجلس الوطني لحقوق الإنسان يقدم مقترحاته حول القانون التنظيمي للمجلس الأعلى للسلطة القضائية

المطلوبة من المجلس أو بمبادرة منه؛ أمين عام يعينه الرئيس المنتدب من خارج أعضاء المجلس وبناء على موافقة الجمعية، مفتشية قضائية تتولى مهام تفتيش المحاكم. وبخصوص سير المجلس الأعلى للسلطة القضائية، فإن المجلس الوطني لحقوق الإنسان تقدم بمقتريتين: بتعلق الأول بعدد دورات المجلس الأعلى للسلطة القضائية التي لا يمكن أن تقل عن دورتين في السنة طبقا للفصل 116 من الدستور. والثاني بالنظام الداخلي للمجلس، الذي ينبغي أن يصادق عليه من طرف الجمعية العامة للمجلس وأن يعرض، قبل دخوله حيز التنفيذ، على المحكمة الدستورية لفحص مدى مطابقته للدستور وللقانون التنظيمي للمجلس الأعلى للسلطة القضائية. للإشارة فإن المذكرة تقترح العديد من التدابير الموكبة في مجال تكوين القضاة وكتاب الضبط والمحاميين وباقي مهنيي العدالة.

مبدأ مساعدة المجلس الأعلى للسلطة القضائية، في المادة التأديبية، من طرف قضاة مفتشين من ذوي الخبرة، مبدأ اعتبار كل إخلال من القاضي بواجب الاستقلال والتجرد خطأ مهنيا جسيما وكذا مبدأ إمكانية الطعن بسبب الشطط في استعمال السلطة في المقررات المتعلقة بالوضعيات الفردية الصادرة عن المجلس الأعلى للسلطة القضائية وذلك أمام أعلى هيئة قضائية إدارية بالملكة. و أضافت المذكرة أن يتألف المجلس الأعلى للسلطة القضائية، من الأجهزة التالية: جمعية عامة وتضم كل أعضاء المجلس، ولها صلاحية عامة للتداول في جميع القضايا المتعلقة بمجالات اختصاص المجلس؛ مكتب يضم إضافة إلى الرئيس المنتدب للمجلس الأعلى للسلطة القضائية، ثلاثة أعضاء تنتخبهم الجمعية العامة؛ لجان دائمة تتولى إعداد مشاريع آراء ومقررات الجمعية العامة، كما تقوم بإنجاز الدراسات والأبحاث

المذكورة التي توصلنا بنسخة منها، تصميم اختصاصات المجلس الأعلى للسلطة القضائية حول خمس وظائف أساسية والتي تهم تدبير المسار المهني للقضاة، الوظيفة الاستشارية، وظيفة الدراسات، وظيفة المراقبة والافتحاص والتفتيش، وضع مدونة أخلاقيات المهنة ونشر الاجتهاد القضائي. ولتقوية الضمانات المتعلقة بتقييم أداء القضاة، يقترح المجلس أن تمنح للقاضي الذي يعتبر أن تقييم نشاطه لم يكن منصفاً إمكانية إحالة طلب على لجنة الترقية. وفي نفس الإطار، تقترح المذكرة أن تمنح للقضاة إمكانية التقييم الذاتي لأدائهم في إطار مقارنة شاملة للتقييم. إلى جانب هذا جاء في مذكرة المجلس أيضاً القضايا المتعلقة بالمسطرة التأديبية الخاصة بالقضاة، بأن يكرس القانون التنظيمي للمجلس الأعلى للسلطة القضائية العديد من المقتضيات الدستورية الخاصة بهذا الباب من قبيل



القضائية، الذي اقترح المجلس في مذكرته أن يكرس القانون التنظيمي للمجلس الأعلى للسلطة القضائية عددا من حقوق وواجبات الأعضاء لاسيما التخصيص على أن يمارس أعضاء المجلس الأعلى للسلطة القضائية مهامهم باستقلال وتجرد ونزاهة مع الالتزام بالسرا المهنية والتصريح بكل تنازعات للمصالح من شأنه أن يؤثر على قرارات المجلس. أما بالنسبة للاختصاصات، فتقترح

للمجلس الأعلى للسلطة القضائية. وتهدف هذه المقترحات، تحديد كيفية انتخاب ممثلي القضاة، وكذا إلى تقوية موقع المجلس الأعلى للسلطة القضائية، عبر رئيسه المنتدب، في مسار تنظيم العمليات الانتخابية وكذا إلى ضمان تمثيلية منصفة للنساء القاضيات وذلك طبقا لمقتضيات الدستور في مجال المناصفة. وتحديد حقوق وواجبات أعضاء المجلس الأعلى للسلطة

■ أمال المنصوري
قدم المجلس الوطني لحقوق الإنسان مقترحات حول القانون التنظيمي للمجلس الأعلى للسلطة القضائية وذلك طبقا للاختصاصات الموكولة إليه بموجب الدستور والظهير المحدث له وبهدف المساهمة في النقاش العمومي المتعلق بإصلاح منظومة العدالة، و الذي يكرس مجموعة من القواعد الضامنة لاستقلالية المالية والإدارية



من أجل المساهمة في إصلاح منظومة العدالة

مجلس حقوق الإنسان يقدم مقترحات بشأن القانون التنظيمي للمجلس الأعلى للسلطة القضائية

عزيزة الغرفاوي

بلور المجلس الوطني لحقوق الإنسان مذكرة تتعلق بالقانون التنظيمي للمجلس الأعلى للسلطة القضائية، طبقا للاختصاصات الموكولة إليه بموجب الدستور والظهير المحدث له، بهدف المساهمة في النقاش العمومي المتعلق بإصلاح منظومة العدالة. وجاء في بلاغ للمجلس، أن المقترحات المتضمنة في هذه المذكرة، التي اعتمدها المجلس في إطار دورته العادية، أعدت بناء على مختلف المرجعيات المعيارية والتصريحية على المستويين الوطني والدولي، خاصة المقترحات الدستورية المتعلقة بالسلطة القضائية، وتوصيات هيئة الإنصاف والمصالحة ذات الصلة، والعهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية، والمبادئ الأساسية بشأن استقلال السلطة القضائية، والميثاق الأوروبي حول نظام القضاة، وكذا مذكرات الجمعيات والمنظمات غير الحكومية الوطنية والدولية المتعلقة بإصلاح العدالة.

وأشار المجلس، في بلاغه، توصلت «المغربية» بنسخة منه، إلى أنه أنجز دراسة مقارنة لعدد من النصوص القانونية المنظمة للمجالس العليا للقضاء في عدد من البلدان الديمقراطية المتقدمة (فرنسا، بلجيكا، إسبانيا، رومانيا وبلغاريا)، واقترح المجلس ضرورة أن يكرس القانون التنظيمي مجموعة من القواعد الضامنة للاستقلالية المالية والإدارية للمجلس الأعلى للسلطة القضائية. وأوضح المجلس أن المقترحات المتعلقة بكيفية انتخاب ممثلي القضاة تهدف إلى تقوية موقع المجلس الأعلى للسلطة القضائية، عبر رئيسه المنتخب، في مسار تنظيم العمليات الانتخابية، وإلى ضمان تمثيلية منصفة للنساء القاضيات، طبقا لمقتضيات الدستور في مجال المناصفة.

وبخصوص حقوق وواجبات أعضاء المجلس الأعلى للسلطة القضائية، اقترح المجلس الوطني أن يكرس القانون التنظيمي للمجلس الأعلى للسلطة القضائية عددا من حقوق وواجبات الأعضاء، سيما التنصيص على أن يمارس أعضاء المجلس الأعلى للسلطة القضائية مهامهم باستقلال وتجرد ونزاهة، مع الالتزام بالسر المهني، والتصريح بكل تنازع

للمصالح من شأنه أن يؤثر على قرارات المجلس الأعلى للسلطة القضائية.

أما بالنسبة للاختصاصات، فتقترح المذكرة تصميم اختصاصات المجلس الأعلى للسلطة القضائية حول خمس وظائف أساسية، تهم تدبير المسار المهني للقضاة، الوظيفة الاستشارية، وظيفة الدراسات، ووظيفة المراقبة والافتحاص والتفتيش، وضع مدونة أخلاقيات المهنة، ونشر الاجتهاد القضائي.

ولتقوية الضمانات المتعلقة بتقييم أداء القضاة، يقترح المجلس أن تمنح للقاضي، الذي يعتبر أن تقييم نشاطه لم يكن منصفا، إمكانية إحالة طلب على لجنة الترقية، وأن تمنح للقضاة إمكانية التقييم الذاتي لادانهم في إطار مقارنة شاملة للتقييم.

وتتناول مذكرة المجلس القضايا المتعلقة بالمسطرة التأديبية الخاصة بالقضاة، واقترحت أن يكرس القانون التنظيمي للمجلس الأعلى للسلطة القضائية العديد من المقترحات الدستورية الخاصة بهذا الباب، مثل مبدأ مساعدة المجلس الأعلى للسلطة القضائية، في المادة التأديبية، من طرف قضاة مفتشين من ذوي الخبرة، واعتبار كل إخلال من القاضي بواجب الاستقلال والتجرد خطأ مهنيا جسيما، ومبدأ إمكانية الطعن بسبب الشطط في استعمال السلطة في المقررات المتعلقة بالوضعيات الفردية الصادرة عن المجلس الأعلى للسلطة القضائية أمام أعلى هيئة قضائية إدارية بالملكة.

وفي تنظيم وسير المجلس الأعلى للسلطة القضائية، تقترح المذكرة أن يتألف المجلس من مجموعة من الأجهزة (جمعية عامة تضم كل أعضاء المجلس، ولها صلاحية عامة للتداول في جميع القضايا المتعلقة بمجالات اختصاص المجلس، ومكتب يضم، إضافة إلى الرئيس المنتخب للمجلس الأعلى للسلطة القضائية، ثلاثة أعضاء تنتخبهم الجمعية العامة، ولجان دائمة تتولى إعداد مشاريع آراء ومقررات الجمعية العامة، وتنجز الدراسات والأبحاث المطلوبة من المجلس أو بمبادرة منه، وأمين عام يعينه الرئيس المنتخب من خارج أعضاء المجلس وبناء على موافقة الجمعية، ومفتشية قضائية تتولى مهام تفتيش المحاكم).

أما في ما يتعلق بسير المجلس الأعلى للسلطة

القضائية، فتقدم المجلس الوطني لحقوق الإنسان بمقترحين، يتعلق الأول بعدد دورات المجلس الأعلى للسلطة القضائية التي لا يمكن أن تقل عن دورتين في السنة، ويتعلق المقترح الثاني بالنظام الداخلي للمجلس، الذي ينبغي أن يصادق عليه من طرف الجمعية العامة للمجلس وأن يعرض، قبل دخوله حيز التنفيذ، على المحكمة الدستورية لفحص مدى مطابقتها للدستور، وللقانون التنظيمي للمجلس الأعلى للسلطة القضائية.

كما اقترحت المذكرة تدابير مواكبة في مجال تكوين القضاة وكتاب الضبط والمحامين وباقي مهنيي العدالة، وعلى المدى المتوسط، اقترح المجلس الوطني لحقوق الإنسان سيناريوهين، يتمثل الأول في تقوية مهمة البحث عن مستوى المعهد العالي للقضاء لمواكبة الاختصاصات الجديدة التي ستخول إلى المجلس الأعلى للسلطة القضائية. ويتمثل السيناريو الثاني في إنشاء معهد الدراسات حول العدالة كبنية للبحث مرتبطة بالمجلس الأعلى للسلطة القضائية.

واعتبارا لخصوصية تكوين كتاب الضبط اقترح مجلس حقوق الإنسان مدرسة وطنية لكتاب الضبط للتكوين الأساسي والمستمر لهذه الفئة ولتوظيف المصالح القضائية المختلفة.

ومن أجل استكمال بناء عرض التكوين المتعلق بالمهن القانونية والقضائية، اقترح المجلس فتح معاهد جهوية للتكوين بالنسبة للمحامين، وإنشاء معهد لمهن العدالة، يتولى تقديم عرض لتكوين باقي فئات مهنيي العدالة، مع نظام للتصديق والإشهاد، مشابه لذلك المنصوص عليه في القانون المنظم لمهنة المحاماة.

وينص الفصل 113 من الدستور على أن المجلس الأعلى للسلطة القضائية يسهر على تطبيق الضمانات الممنوحة للقضاة، سيما في ما يخص استقلالهم وتعيينهم وترقيتهم وتقاعدهم وتأييدهم، ويضع المجلس الأعلى للسلطة القضائية، بمبادرة منه، تقارير حول وضعية القضاء ومنظومة العدالة، ويصدر التوصيات الملائمة بشأنها. ويصدر، بطلب من جلالة الملك أو الحكومة أو البرلمان، آراء مفصلة حول كل مسألة تتعلق بسير القضاء مع مراعاة مبدأ فصل

السلط • 18332



لقاء وطني حول علاقة المقاولات بالمغرب وحقوق الإنسان غدا بالرباط

ينظم المجلس الوطني لحقوق الإنسان والاتحاد العام لمقاولات المغرب غدا الثلاثاء بالرباط لقاء وطنيا حول موضوع "حقوق الإنسان والمقاولة بالمغرب". وذكر بلاغ للمجلس أن هذا اللقاء يتوخى تعزيز الحوار والتعاون بشأن القضايا المتعلقة بحقوق الإنسان داخل المقاولة العمومية والخاصة من خلال مقاربة شاملة تضم مختلف الفاعلين من مقاولات ونقابات وحكومة ومؤسسات وطنية ومجتمع مدني. مضيفا أن المجلس والاتحاد يرومان من خلال هذا اللقاء المنظم بدعم من الجمعية الفرنكوفونية للجان الوطنية لحقوق الإنسان إلى النهوض بالتفكير حول القضايا التي تهم المقاولات وحقوق الإنسان من خلال الخلق التدريجي لدينامية إيجابية في هذا الميدان تأخذ بعين الاعتبار مسؤوليات كل الأطراف المعنية. وستتمحور أشغال هذا اللقاء حسب المصدر ذاته حول مواضيع تهم "الإطار المعياري لحقوق الإنسان والمقاولة لاسيما المبادئ التوجيهية للأمم المتحدة حول حقوق الإنسان والمقاولة والالتزامات الدولية للمغرب في هذا المجال والأسس الدستورية والتشريعية الخاصة بحقوق الإنسان بالمقاولة والإعمال الفعلي لسبل الإنصاف المتوفرة في حالة انتهاك حقوق الإنسان من طرف المقاولة ومسؤولية المقاولة والأطراف المعنية فيما يتعلق باحترام النهوض بحقوق الإنسان. وأشار إلى أن رئيس المجلس ادريس اليزمي سيتترأس الجلسة الافتتاحية لهذا اللقاء بحضور على الخصوص وزير التشغيل والتكوين المهني عبد الواحد سهيل وصلاح الدين القدميري نائب الرئيسة العامة للاتحاد العام لمقاولات المغرب والكاتب العام للاتحاد المغربي للشغل ميلود مخارق. والمندوب الوزاري المكلف بحقوق الإنسان محجوب الهيبة.

2675/4



بني ملال

267576

عقدت اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بني ملال خريبكة دورتها العادية الرابعة . بمدينة بني ملال .
وذكر بلاغ للمجلس الوطني لحقوق الإنسان أن جدول أعمال هذه الدورة . المنعقدة إعمالا لمقتضيات الظهير الشريف رقم 1.11.19 (فاتح مارس 2011) المحدث للمجلس . وللمقتضيات نظامه الداخلي . يتضمن على الخصوص عرض ومناقشة حصيلة عمل اللجنة الجهوية برسم سنة . 2012 وبلورة المخطط السنوي لسنة 2013 . بالإضافة إلى عرض المخطط التنفيذي لقافلة التربية على المواطنة وحقوق الإنسان بشراكة مع أندية التربية على المواطنة وحقوق الإنسان بالمؤسسات التعليمية بجهة بني ملال خريبكة .



عبد الواحد سهيل
10312



أدريس اليزمي

ينظم المجلس الوطني لحقوق الإنسان والاتحاد العام لمقاولات المغرب، يوم غد الثلاثاء المقبل بالرباط لقاء وطنيا حول موضوع «حقوق الإنسان والمقاولة بالمغرب». وذكر بلاغ للمجلس، يوم السبت، أن هذا اللقاء يتوخى تعزيز الحوار والتعاون بشأن القضايا المتعلقة بحقوق الإنسان داخل المقاولة العمومية والخاصة، من خلال مقاربة شاملة تضم مختلف الفاعلين من مقاولات ونقابات وحكومة ومؤسسات وطنية ومجتمع مدني، مضيفا أن المجلس والاتحاد يرومان من خلال هذا اللقاء المنظم بدعم من الجمعية الفريكو فونية للجان الوطنية لحقوق الإنسان، النهوض بالتفكير حول القضايا التي تهم المقاولات وحقوق الإنسان من خلال الخلق التدريجي لدينامية إيجابية في هذا الميدان تأخذ بعين الاعتبار مسؤوليات كل الأطراف المعنية.

وستتمحور أشغال هذا اللقاء - حسب المصدر ذاته- حول مواضيع تهم «الإطار المعياري لحقوق الإنسان والمقاولة، لاسيما المبادئ التوجيهية للأمم المتحدة حول حقوق الإنسان والمقاولة والالتزامات الدولية للمغرب في هذا المجال والأسس الدستورية والتشريعية الخاصة بحقوق الإنسان بالمقاولة، والإعمال الفعلي لسبل الإنصاف المتوفرة في حالة انتهاك حقوق الإنسان من طرف المقاولة ومسؤولية المقاولة والأطراف المعنية فيما يتعلق باحترام النهوض بحقوق الإنسان.

وأشار إلى أن رئيس المجلس أدريس اليزمي سيتراس الجلسة الافتتاحية لهذا اللقاء بحضور على الخصوص وزير التشغيل والتكوين المهني عبد الواحد سهيل وصالح الدين القدميري نائب الرئيسة العامة للاتحاد العام لمقاولات المغرب والكااتب العام للاتحاد المغربي للشغل ميلود مخارقي، والمندوب الوزاري المكلف بحقوق الإنسان محجوب الهيبه.

لقاء وطني حول حقوق الإنسان والمقاولة بالمغرب غدا الثلاثاء بالرباط

إدريس اليازمي: نحرص على محاكمة عادلة للمتهمين في أحداث كديم إزيك



1 فبراير 2013 - 13:21

كيفاش

قال إدريس اليازمي، رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، اليوم الجمعة (1 فبراير)، إن محاكمة المتورطين في أحداث كديم إزيك لا تجري بسبب الأحداث، بل حول جرائم قتل 11 من رجال قوات الأمن المغربية. رئيس المجلس، في تصريح لإذاعة "ميد راديو"، أكد أن المجلس الوطني لحقوق الإنسان كان يتابع هذه القضية منذ إنشائه في مارس 2011.

اليازمي أشار إلى أن المجلس يحضر من خلال ملاحظين إثنين من أجل متابعة المحاكمة التي في طريقها نحو هدف أساسي هو، يضيف اليازمي، ضمان محاكمة عادلة لهذه الفئة من المواطنين.

رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان أوضح أن المحاكمة مفتوحة، بدليل وجود ملاحظين عن المجلس، وكذا ملاحظين عن الجمعيات والهيئات الحقوقية الوطنية، وكذا ملاحظين الدوليين، "على أساس أن تكون محاكمة عادلة ومفتوحة على الصحافة والمجتمع المدني، وكذلك عائلات المعتقلين وعائلات الضحايا".

ملاحظات حول المجلس الوطني لحقوق الإنسان : رشيد رملي



لقد أصبح من مسلمات التحليل و من نوافل الدراسة للواقع الحالي ، و السياق الذي تمر به المنطقة العربية منذ سنتين تقريبا ، ارتفاع سقف مطالب الشعوب على جميع المستويات، و تحررها من عقدة الخوف و اعتناقها من قبضة الاستبداد التي جثت على رقابها عقودا طويلة ، فضيقت الأرزاق و كتمت الأفواه و خنقت الأنفاس.

فعلى المستوى السياسي و المؤسساتي : لم تعد الشعوب تقبل بصنع الخرائط السياسية و الانتخابية و طبخها في مختبرات الداخلية و دهاليزها ، و لا بأحزاب و مؤسسات تنعدم فيها الديمقراطية الداخلية و التداول الحر على المسؤولية ، لم تعد تطبيق رؤساء و مسؤولين يتربعون على رأس الهيئات و المناصب مدى الحياة .

و على المستوى الاقتصادي لن تقبل هذه الشعوب مستقبلا العبث بثرواتها و احتكار مقدراتها و نهب أموالها دون حساب و لا عقاب ، لن تقبل أيضا نظام الامتيازات و ثقافة الربيع و الفساد الذي امتص عرقها لردح من الزمن ، و خلف من ورائه الملايين من أزمة البؤس و الفاقة و الضياع . و على المستوى الاجتماعي لن تقبل بتعليم يفقد لرؤية واضحة يولد و يفرخ الأزمات أكثر مما يحل المعضلات (البطالة - الأمية ...) و لا بمستشفيات و مرافق ضعيفة الخدمات، قليلة الأطر، و بيئة التعامل مع المواطن .و لا بقضاء غير نزيه يفقد للشفافية و الاستقلالية، يعاقب الحقير لفقره و يرئى الغني لغناه ، يشفق على ذوي السلطة و الجاه و يدين ذي الحاجة الذي لا مال له .

إن شعوب اليوم ليست كمثّل شعوب الأمس و على جميع المسؤولين المدنيين و السياسيين و غيرهم أن يدركوا هذه الحقيقة جيدا ، فشعوب الربيع الديمقراطي تريد و تتطلع إلى مؤسسات تمثيلية و ذات مصداقية سواء من حيث طريقة إنشائها أو من حيث أدائها و تفاعلها مع قضايا الناس ، و ستقتصر في هذه الإطالة السريعة على إحدى هذه المؤسسات و هي المجلس الوطني لحقوق الإنسان وفروعه الجهوية.

ينص الدستور في فصله 161 على أن: " المجلس الوطني لحقوق الإنسان مؤسسة وطنية تعددية و مستقلة"، و هنا لابد من الوقوف على بعض الأسئلة و الملاحظات: 1- أولى الملاحظات هي مسألة التركيبة أو تشكيلة المجلس (وطنيا و جمهوية) : إذ يسجل أن هذه المجلس لم تحترم روح الدستور الذي يؤكد على التعددية ، و معلوم أن المجلس بتركيبته الحالية ينحدر من عائلة و احدة - تقريبا - ترضع من نفس الثدي و هو ندي اليسار ، في حين تم إقصاء مكونات أخرى لها وزنها و ثقلها في المجتمع. و من ثمة نقول بأن المجلس أخفق في الإجابة عن سؤال التعددية من خلال بنيتها.

2- ثاني تلك الملاحظات تتعلق بطريقة التأسيس التي تمت على حد علمنا بالتعيين لا الانتخاب ، و رغم أن النص الدستوري لم يشرح كيفية إنشاء هذا المجلس ، لكن منطق اللحظة و السياق الذي نعيشه اليوم - و هو سياق ديمقراطي و مؤسساتي- يقتضي تغليب النفس الديمقراطي القائم على الانتخاب و الاقتراع السري في تشكيل مثل هكذا مؤسسة لها من الحساسية و الأهمية ما لا يخفى على عاقل متبصر. و إلا كيف يجوز لهذه المؤسسة كل هذه الصلاحيات الواسعة و هي تعاني خلا

عميقا في بنيتها و طريقة تأسيسها ؟ و بأي منطق و تحت أي عنوان و معيار يتم - مثلا - تعيين هذا الشخص دون ذاك في عضوية المجلس ؟

3- الملاحظة الثالثة تتصل بمسألة الاستقلالية و هو سؤال أساسي ستكشف الأيام القادمة عن ماهيته و حقيقته ، أقصد ستم الإجابة عنه من خلال الممارسة و معالجة الملفات و القضايا ، و الأكد أن هذا المبدأ هو من الشروط الأساسية لضمان نجاح هذه المؤسسة في عملها ، و هنا يبرز سؤال آخر مشروع و ملحاح وهو هل المجلس الوطني لحقوق الإنسان بتشكيلته الحالية قادر على العمل باستقلالية و بالالتزام تام بالموضوعية مع جميع الملفات المطروحة؟

4- بقيت ملاحظة جوهرية تتعلق بتعامل الإعلام و بعض الجهات السياسية و الجمعية مع هذه المؤسسة بحيث طالما أثارت هذه الجهات زواج و معارك إعلامية و سياسية ضارية و طاحنة في قضايا ميكروسكوبية - جزئية جدا فتم تضخيمها و النفخ فيها ، و هي لا تساوي في ميزان الأحداث شيئا كصريح وزير معين أو زلة لسان مسؤول أو حادثة معزولة هناك ، في الوقت الذي يتم فيه تجاهل قضايا محممة و شائكة مثل هذه التي نحن بصدها. لا أذكر أن أحدا حرك ساكنا - إلا قليلا و نادرا- في هذا الأمر الحساس جدا ، و لا عقب على هذه المسائل الرئيسة - خاصة - في هذا السياق الخاص الذي تمر به بلادنا. إن الأمر أيها السادة يخص مسألة معقدة و جوهرية وهي حقوق الإنسان في المغرب. و لا أفهم كيف يتم تدبير ملف من هذا الحجم بطريقة غير تشاركية و لا تعددية تخالف طولاً و عرضاً التنزيل الديمقراطي للدستور ، و تقام الدنيا و لا تقعد بالصراخ و الضجيج حول ما يسميه البعض بعض المؤسسات المنتخبة ديمقراطيا تدبير الشأن العام واتهامها بإقصاء المعارضة . ولعمري إنه لمنطق عجيب و غريب حين نزايد ونستكثر على طرف و نسكت و " نضرب الطم " عن الآخر .



المجلس الوطني لحقوق الإنسان
CORSE +LEBO I XOXI + I XXXI
Conseil national des droits de l'Homme

جريدة الريف
موقع الكتروني اخباري شامل
www.journalrif.com



أخبار محلية : مواطن يعتصم امام بوابة مقر المجلس الجهوي لحقوق الإنسان بالحسيمة

حل السيد عمر قدي الساكن بحي تغانمين كما يقول ، بمقر المجلس الجهوي لحقوق الإنسان بالحسيمة، معلنا عن وقفة احتجاجية إنذارية من أجل إسماع صوته للمسؤولين محليا ووطنيا عبر رسالة وجهها إلى السدة العالية بالله عن طريق المجلس الوطني لحقوق الإنسان في شخص الأستاذ اليزمي، هذا وقد امتنع السيد عمر تزويدنا بتصريح، لكن اكتفى بمدنا بالرسالتين اللتان نشرهما كما توصلنا بهما





فهموا ما يشعرونه من الإرادات والمشتريات مع أممنا الوطن من محتواها إلى المشاعر التي يحملها الإنسان وسرعان
 ما يقال المصير الحظرة المظلمة من الشمال إلى الجنوب وما هم الترشيع لتجانس ملامحة حقوق الإنسان
 الدولية 15 أكتوبر 1954 مما جعله لفتح الدستور القديم الذي صنعته الطائفة بغير عايتكم الحكمة وما
 لدي عالميا من أفكار درستها الأبداعات تنسوية لا يوجد لها على الصعيد الدولي، ولم أرغب
 فيها عشوائية والقرينة هي العنادات جاريها العمل التحديث الذي أحتار والبيانات
 التحليل الدؤوب لاستفيدتها من أجل ونسبها مستقبلا، وأمثل الجليل الوطينة حقوق الإنسان ولها
 كحايها النفاذ التي تقترب المواقفات من الألف نسخة مما سارما في انتقالنا الميسر أفتي التميز
 مولانا صاحب الجلالة المرحوم بحدثة على المطاللة البرقية الإلكترونية هذه وفي الختام أخص
 المسلم ولين من الشعب والشركاء والقاء أين يأتي أخطر خطرات متصرفة دون إجماع
 يكون الله توفيقه لأن الشموليات مما تمت لأنشائها وليلوتها، ولولا الخ ومثل الإلميات
 التنسية أفي الواقع عن البرأ أوروبية وأعيشر السياسة الطبيعية التي يعيشها الأمر بقدار
 بحيث، وبالبيانات الفردية تكون الجماعية والشعبية والمرتبطة مشاركة للكمال
 ومنتجة للجميع، والتعامل الفردي بالتقانة المشاورة الإسلامية وسأرسة الوطنية الشعبية
 والسلام عليكم ورحمة الله تعالى وبركاته يا أحرر المؤمنين والمسلمين بشمال
 إترتيا للمساهمة في سلام العالم، مساهمة الفريش نعوتني في ميدان وتغيير المجتمع
 وأنتخبني الزاوية
 الله إبارك في عمر سيدي محمد السادس
 العبد المذنب المذنب
 الكريمة الروحية لكلمة يتغير زعيمه دوليا

- المذكورة التذكيرة التوضيحية أعلاه رئيسة لمجالية الحقوقية وحزب المحسنة 10 يناير 2013
- المعرفات: 1) مذكرة توضيحية تذكيرية مرفوعة لرئيسة اللجنة الجمهورية لحقوق الإنسان بالمحسنة بتاريخ
 10/11/2012. ومرسماتها وملت العنوان الإلكتروني للمجلس الوطني لحقوق الإنسان بالمحسنة
 قبل توليها بمسائل الاتصال الإلكتروني.
- 2) شهادة السيد تبارك الله تبيت الدعوية لليوم أعلاه. الجرافة
- 3) برنامج الجمعية سنة 07 بلاي الجيوب، بلورة الأناشيد الجماعية.
- 4) إختار الأندلسية وإرصاد من البقية، أعلاه مرفوع إلى أئمة العدل والوطنية المعترف
 بالإسلامية
- 5) مواتع شاركت بها اللجنة الخاصة لسرايمت الدستور 2011
- 6) تعريخ البشرنا لما شاركت فيها دورة الأهم للماشر الوطنية لأهم الفعاليات التقليدية
 2) التساهل إلى المسير كمال المسير بضمير، وت أفتي بلمة المجلس لحابه القرن



المجلس الوطني لحقوق الإنسان
CORSE - LESO - KOSOVA - XXXI
Conseil national des droits de l'Homme

جريدة الريف
موقع الكتروني اخباري شامل
www.journalrif.com



بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ
 إلى السيد : إدريس الزبيدي رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان بالرباط
 نسختة مرفوعة إلى السيدة : مسعدة الإدريسي رئيسة اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بمنطقة الريف
 الحسيمة
 إلى السيد : المجلسة الأولى للمجالس بالباشوية مدينة الحسيمة
 من السيد : عمر قديش شارو رئيسا للجان المشاركة التشاركية لمناخبة الترشيحات المغرب من أجل حقوق
 الإنسان على الصعيد الوطني الساكنة بجميع تقاطعاتها الحسيمة.
 ورقة احتجاجية : مطالب اللجنة المعنية بحلول تدابير عملية متاحة وتنم الرابطة يقوم بفتحها للبلد : 2013/02/04
 والمهام
 السلام تأمل يومه وسرنا الإمام آدم الله علينا جميعا وقاه وبعده
 سيدنا الرئيس المحترم : إن مجال حقوق الإنسان المنشود في المغرب يشهد تقيده التعليم
 وغير الإعلام وركبنا إنما علينا أن نواجه الواقع حال انتشاره وشخصيا أديت الواجبات الوطنية وما أصبح للوطنية
 أرفية حرة ولم أتم عمل بصحة عالية للبلد. إننا نرى وتنت شكايات وتكررات إلى بلاتة البلديات
 التي رسدت تحت إشراف جلتم الموتر غير الأخرى في اليوم الأخير مستنكر ما يوجد بعد ما يوجد من
 من خمرات حقوقنا بالبلد. حقوقنا ليست بحصول من أجلها بالمناخبة أعلامنا. ونحن نشأ في الأثر ال
 الدستور منكم من المنتظر من أن تقترت من العدالة الانتقالية سنة 2005 بقت بعظمتها الإيجابية
 ومليتها التي لا تفرحنا. وأسرنا العفيرة. عاشت كريمة بمرت العيبين عفتان بنت طاعتنا الشيايق
 وللجولة أشواها ورأينا. أما من نرى البنائين بأهل علمنا شلح نعلمين. علينا أكثر أن نعرف ونفهم
 سنة عمرت في الشارو. إننا التشاركية لنا بعد الترشيحات المغرب من أجل حقوق الإنسان على الصعيد
 الوطني. ولقد تمست الانتقار بعد أن استيمنت من طرف اللذين العاملين. وتجهل الآخرين للتقاسم
 بالتعاون التكاملي. ومن فيكم كراكل التعليم والتمشيدية الأسواتنا؟ وقد صعد الكماليا تمنت سنين صعد
 والجواب نينا لن يرفاهة الألة كرايا الأرباء الذين نسرنا علمنا مساعد المجد وأشقوا معارزهم الله علمنا
 ترمهم ويلد هم من الريح أسرتنا بالعتوان أعلامنا بعون الله نعلم العيش بسبب الفطالة أعلامنا وبمروت الجور علمنا
 ديون ولو سعة تكسر دم الزحمة أمام البنال مالا والأحوة (مول لكم والماء والقوة) الذي قطع علينا
 الكرماء بسبب أدلة الفاضلة وقد أكرمتنا نعلمنا التبرعت لفرحات رئيسة جريئة لولم أناتشه
 بالتمديد القانوني الذي خرقه بأعلامنا كسد تونة في الأرقى...؟ لقا يقينا بدون كرم باء وما دام الأهم كذلك
 والكلا شتر إيزر كزنا) أما نحن نقتنا المنطق الصريح يد اسان و آة الرابطة النانة للتمتية الشاملة ومنها
 الذي أحيتم مثل القناكم؟ أطلب اللجنة المعنية بحلول تدابير عملية متاحة وتنم الرابطة المركز ما يقوم
 بفتحها للبلد. والسلام عليكم ورحمة الله وبركاته. الإيماءة
 محمد بن محمد

لقاء وطني حول حقوق الإنسان والمقاولة بالمغرب يوم الثلاثاء المقبل بالرباط

و.م.ع 02.02.2013، 11h30

الرباط / 02 فبراير 2013 /ومع/ ينظم المجلس الوطني لحقوق الإنسان والاتحاد العام لمقاولات المغرب، يوم الثلاثاء المقبل بالرباط، لقاء وطنيا حول موضوع "حقوق الإنسان والمقاولة بالمغرب".

وذكر بلاغ للمجلس، اليوم السبت، أن هذا اللقاء يتوخى تعزيز الحوار والتعاون بشأن القضايا المتعلقة بحقوق الإنسان داخل المقاولة العمومية والخاصة من خلال مقارنة شاملة تضم مختلف الفاعلين من مقاولات ونقابات وحكومة ومؤسسات وطنية ومجتمع مدني، مضيفا أن المجلس والاتحاد يرومان من خلال هذا اللقاء المنظم بدعم من الجمعية الفرنكوفونية للجان الوطنية لحقوق الإنسان إلى النهوض بالتفكير حول القضايا التي تهم المقاولات وحقوق الإنسان من خلال الخلق التدريجي لدينامية إيجابية في هذا الميدان تأخذ بعين الاعتبار مسؤوليات كل الأطراف المعنية.

وستتمحور أشغال هذا اللقاء، حسب المصدر ذاته، حول مواضيع تهم "الإطار المعياري لحقوق الإنسان والمقاولة لاسيما المبادئ التوجيهية للأمم المتحدة حول حقوق الإنسان والمقاولة والالتزامات الدولية للمغرب في هذا المجال و الأسس الدستورية والتشريعية الخاصة بحقوق الإنسان بالمقاولة، والإعمال الفعلي لسبل الإنصاف المتوفرة في حالة انتهاك حقوق الإنسان من طرف المقاولة ومسؤولية المقاولة والأطراف المعنية فيما يتعلق باحترام النهوض بحقوق الإنسان.

وأشار إلى ان رئيس المجلس السيد ادريس اليزمي سيتأأس الجلسة الافتتاحية لهذا اللقاء بحضور على الخصوص وزير التشغيل والتكوين المهني السيد عبد الواحد سهيل وصلاح الدين القديري نائب الرئيسة العامة للاتحاد العام لمقاولات المغرب والكاتب العام للاتحاد المغربي للشغل السيد ميلود مخارق، والمندوب الوزراي المكلف بحقوق الإنسان السيد محجوب الهيبة.

ب/س ت/ خ ش

*تعليق الصورة: ادريس الأزمي، رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان.

Le CNDH rend sa copie sur le Conseil supérieur du pouvoir judiciaire

Samedi, 02 Février 2013 11:08 Le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) vient de rendre public son mémorandum portant sur la loi organique relative au Conseil supérieur du pouvoir judiciaire (CSPJ).

Ce mémorandum adopté en plénière du Conseil et qui a pour objectif principal de contribuer au débat sur la réforme du grand chantier de la justice est le fruit d'un travail entamé depuis des mois. Avant son élaboration, le groupe de travail chargé de l'évaluation et du suivi des politiques publiques et de l'harmonisation des législatives au sein du CNDH, s'est attelé à un travail soutenu depuis mars 2012, plus précisément, pour donner un avis et émettre des recommandations concernant plusieurs questions, notamment l'organisation et le fonctionnement du CSPJ, ses attributions, la formation des magistrats, des greffiers, des avocats et des autres professionnels de la justice, entre autres.

Dans ce cadre, les membres dudit groupe ont organisé une conférence internationale sur le pouvoir judiciaire, de nombreux ateliers et tenu des séances d'écoute avec des avocats, des magistrats, des universitaires, etc., entre autres activités. Par cette contribution, le CNDH entend participer activement et faire montre de dynamisme dans le processus de réforme de la justice.

Ainsi, le CNDH a proposé la consécration, dans la loi organique, d'un ensemble de règles garantissant l'autonomie financière et administrative du CSPJ.

Concernant les droits et les devoirs des membres du CSPJ, le CNDH propose que la loi organique consacre certains droits et devoirs fondamentaux des membres. En matière d'attributions du CSPJ, le CNDH recommande une formation articulée essentiellement sur la gestion de la carrière des magistrats, la fonction consultative, la fonction d'études, la fonction de contrôle, d'audit et d'inspection ainsi que les fonctions de régulation éthique et de diffusion de la jurisprudence.

S'agissant des mesures d'accompagnement en matière de formation des magistrats, des greffiers, des avocats et des autres professionnels de la justice, le CNDH conseille d'octroyer au président-délégué du CSPJ la présidence du Conseil d'administration de l'Institut supérieur de la magistrature (ISM)..

Dans la même logique, et compte tenu de la spécificité de la formation des secrétaires greffiers, le mémorandum suggère de créer une école nationale des secrétaires greffiers qui aurait pour mission d'assurer la formation initiale et continue des secrétaires greffiers et des fonctionnaires des services judiciaires.

Pour parachever la constitution de l'offre de formation relative aux professions juridiques et judiciaires, le CNDH propose de procéder à la mise en place d'instituts régionaux de formation. Dans le même sens, il recommande de créer un Institut des métiers de la justice, qui doit offrir une formation à toutes les autres catégories des professionnels de la justice, avec un système de validation des acquis et de certification similaire à celui prévu pour l'exercice de la profession d'avocat.

مراقبة دولية لمحاكمة المتهمين في تفكيك مخيم الصحراء المغربية

المصدر: أخبارنا / 2 فبراير 2013



أجلت المحكمة العسكرية في العاصمة الرباط، النظر في ملف محاكمة المتهمين في أعمال قتل وتخريب رافقت تفكيك مخيم الاحتجاجات الاجتماعية، "كديم إيزيك"، في ضواحي مدينة العيون، كبرى مدن الصحراء المغربية، إلى الجمعة المقبلة. ويواجه المتهمون الـ 24، تهما تتعلق بتكوين عصابات إجرامية، واستعمال العنف ضد قوات الأمن ما أدى إلى القتل العمد والتمثيل بالجثث.

وتسببت أحداث نوفمبر/تشرين الثاني الأسود في مدينة العيون، قبل سنتين في مقتل 11 من قوات الأمن المغربي، وجرح سبعين آخرين، وصفت

المصادر الطبية جراح غالبيتهم بالخطيرة، وقضى المتهمون شهورا طويلة في الاعتقال الاحتياطي قبل عرضهم لأول مرة أمام القضاء العسكري في الرباط، وفق ما ينص عليه القانون المغربي، لأن كل جريمة يكون ضحيتها عنصر أمني، فإن المحكمة العسكرية هي التي تنظر في قضيته. واستغرقت الجلسة الأولى من المحاكمة، التي جرت الجمعة، حوالي 6 ساعات، وذلك تحت أنظار 52 من المراقبين الدوليين، و25 من المراقبين والحقوقيين المغاربة، هذا بالإضافة لحضور أقارب المتهمين والضحايا، ووفرت المحكمة للمراقبين الدوليين الأجانب غير الناطقين باللغة العربية، الترجمة الفورية.

وطالب دفاع المتهمين باستدعاء كل من الطبيب الشرقي، وزير الداخلية المغربي السابق، وثلاثة من كبار الموظفين في الداخلية، الذين وقعت أحداث نوفمبر الأسود للعام 2010، على عهدهم، بالإضافة لكل محرري محاضر التحقيق مع المتهمين، وهو ما لم تستجب له المحكمة.

واعتبر دفاع المتهمين أن حضور عناصر من الدرك ومن الجيش إلى قاعة المحكمة فيه "تجيش للقاعة"، وهو ما ردت عليه النيابة العامة بأن الأمر يدخل في إطار "ضبط الأمن في قاعة المحكمة"، وبأن من شروط المحاكم العسكرية المغربية وجود فرقة عسكرية مسلحة تلقي التحية للقاضي.

واستجابت رئاسة الجلسة لطلبين اثنين يتعلقان بإحضار المحجوزات، وهو ما عبر دفاع المتهمين عن تميمه له، بالإضافة لقبول طلب حضور شهود من المدنيين، فيما ردت المحكمة على اتهامات بتغييب الأهالي، بأن في القاعة أقارب للمتهمين، قدرتهم النيابة العامة بـ 15، فيما قال محامون لـ"العربية.نت" إن عددهم وصل إلى 30، في مقابل حضور 42 من أقارب الضحايا. وأبدى القاضي رئيس الجلسة تعاملها لبقا جدا، تاركا المجال الزمني الكافي لدفاع المتهمين للترافع، وهو ما أبدى حياله دفاع المتهمين تنويها عن "سعة صدر القاضي".

وفي تصريحات لـ"العربية"، دعا أحمد أطرطور، رئيس تنسيقية الضحايا، إلى إنصاف الضحايا الذين سقطوا قتلى في العيون، معلنا أن أقارب الضحايا مطلبهم الوحيد هو العدالة.

ومن جهتها، أكدت جميلة السيموري، عن المجلس الوطني لحقوق الإنسان في المغرب، أن المحاكمة في جلستها الأولى قدمت "مؤشرات على إيجابية في المناخ العام"، بتوفير الترجمة لجميع المراقبين الدوليين باللغات الأجنبية، وباللهجة الحسانية، التي يتحدث بها سكان الصحراء المغربية. وأوضحت عضو المجلس الوطني لحقوق الإنسان في المغرب أن الجلسة "توفرت فيها شروط العلانية"، ما يدفع "للتعبير عن الارتياح"، فيما ذهب عبدالله شلوك، من فريق الدفاع عن المتهمين، إلى أن "الأمل كان كبيرا لديهم بالحصول على مدة تأجيل أطول"، للتمكن من إعداد الدفاع.